

Sujet :

De : Moha Tagma <m.ouali.tagma@gmail.com>

Date : 22/10/2013 12:46

Pour : bourita@maec.gov.ma

CONSULTATIONS MAROC-FRANCE SUR L'AFRIQUE

PARIS, le 9 SEPTEMBRE 2013

COMPTE RENDU

Lors de la rencontre avec l'Ambassadeur de Sa Majesté le Roi en France et L'Ambassadeur-Directeur des Affaires Africaines, les responsables français ont fait part de leur volonté « **d'africaniser les relations bilatérales entre le Maroc et la France** ». Mme le Gal et M. Beillard ont émis le souhait d'organiser une visite à Rabat pour poursuivre les consultations politiques avec le Maroc sur les questions africaines et également pour préparer le Sommet de l'Elysée. (M. Beillard a souhaité renforcer la coordination au niveau de New York, Paris, Rabat et Addis Abeba en précisant que des instructions seront données dans ce sens aux ambassades françaises dans ces capitales). Il ressort de ces rencontres les éléments d'information suivants :

La question nationale au sein de l'Union Africaine

- La partie française a marqué son étonnement et son incompréhension envers la position adoptée par la Présidente de la Commission de l'Union Africaine, Mme Zuma, au sujet de la question nationale. Les responsables français ont indiqué que Mme Zuma est très active sur cette question et que sa position ne reflète pas celle de la majorité des Etats africains sur la question nationale.
- M. Beillard a indiqué avoir constaté « un certain agacement » face à la présence forte sud africaine et algérienne au sein de l'UA. Pour le responsable français, les autres grands pays d'Afrique, notamment le Nigéria et l'Ethiopie comptent reprendre la place qui leur revient et que cela pourrait constituer un élément de positionnement positif pour le Maroc. Le prochain renouvellement du poste de Commissaire de l'Union africaine à la paix et à la sécurité ne reviendrait probablement pas à l'Algérie.
- Il convient de souligner que Mme Le Gal a fait savoir que le Président de la

République française compte effectuer prochainement une visite en Afrique du Sud. La question nationale, notamment la possibilité de tempérer les positions à l'encontre de notre pays pourrait être évoquée avec les autorités sud africaines.

L'appréciation des autorités françaises du rôle joué par le Maroc au Sahel

- Les responsables français ont tenu à exprimer leur reconnaissance au Maroc d'avoir soutenu la France dans le cadre de l'opération Serval au Mali. Ils ont fait part de leur conviction sur la profondeur historique, culturel et stratégique du Maroc au Sahel et en Afrique et de leur condamnation des manœuvres visant à exclure notre pays des questions sahéliennes.
- La partie française a également manifesté ses inquiétudes par rapport à l'évolution de la situation dans cette région. Les éléments d'appréciation dont elle dispose font état d'un déplacement de la menace au Sud de la Libye au Soudan et au Niger.
- A cet égard, les responsables français ont fait part de la nécessité de trouver un cadre de coopération qui englobe l'ensemble des pays concernés, y compris le Maroc et l'Algérie. Ils ont marqué leur intérêt quant à l'éventualité de l'élargissement de la CENSAD à l'Algérie. Le cadre 5+5 élargi aux pays du Sahel pourrait aussi présenter un intérêt, même s'il est informel.
- M. Beillard a souhaité voir le Maroc jouer un rôle stabilisateur dans la région sahélienne sur le plan religieux. Il a indiqué que la France accorde un intérêt particulier à la profondeur soufie du Maroc qui pourrait constituer un contrepoids essentiel aux mouvances islamistes extrémistes dans la région.

La situation au Sahel et en Afrique Centrale

- Sur la situation au **Mali**, les responsables français ont exprimé leur satisfaction quant aux déroulements des élections présidentielles. M. Beillard a fait savoir que la France continuera de rester vigilante sur la question du Mali en maintenant une présence militaire (1000 soldats) et en suivant de près la question de la réconciliation nationale.

M. Beillard a estimé que le nouveau Président malien entretient de bonnes relations avec l'Algérie. Il s'est interrogé sur l'orientation du nouveau Ministre des Affaires Etrangères en soulignant que pour la France il s'agira pour le gouvernement malien de faire preuve d'équilibre.

Tout en faisant part du jeu trouble de l'Algérie au Mali et au Sahel (la question touareg, ses relations avec Ansar Dine et avec le Capitaine Sanogo devenu Général depuis), M. Beillard a marqué son inquiétude sur le rôle que jouera l'Algérie notamment après les prochaines élections présidentielles.

- La situation en **République Centre-Africaine** a également été abordée. M. Beillard a indiqué que la France ne souhaite pas être en première ligne mais compte plutôt interpellier ses partenaires européens et au Conseil de Sécurité sur la situation « dramatique et dangereuse » dans ce pays, qui peut avoir un impact régional.

Tout en se félicitant de la décision de l'UA d'envoyer des troupes en RCA, M. Beillard a souligné que la France est en consultation avec les Etats Unis d'Amérique pour examiner la possibilité d'aider au déploiement des troupes africaines. Une nouvelle résolution sera soumise au Conseil de Sécurité pour soutenir l'UA et la Communauté des Etats de l'Afrique Centrale.

- Le responsable français a également marqué les inquiétudes de la France au sujet de la situation au **Soudan**. Tout en soulignant la déception des pays occidentaux, notamment des Etats Unis, par rapport au Soudan du Sud, M. Beillard a fait état d'un rapprochement dangereux entre le Président soudanais, l'Iran et le Hamas ce qui suscite le mécontentement de l'Arabie Saoudite. Il a également fait état d'incursion israélienne dans le territoire soudanais pour stopper la livraison d'armes au Hamas.

-

La situation en Afrique de l'Ouest et en Golfe de Guinée

- Les responsables français ont fait savoir que la piraterie dans le golfe de Guinée, d'où proviennent la majorité des importations pétrolières de la France, constitue également une source de préoccupation. La France y a relevé une augmentation considérable des actes de la piraterie en off shore, estime que l'UE pourrait aider les pays africains à lutter contre ce fléau.

- Tout en remerciant le Maroc pour l'aide apportée aux autorités gabonaises en matière de Sécurité, les responsables français ont indiqué que la France ne souhaite pas être en première ligne mais estime nécessaire de sensibiliser les pays de la région, notamment le Nigéria qui dispose d'une marine efficace, sur les dangers de la piraterie.

- S'agissant de la Guinée Bissau, M. Beillard a indiqué que la France encourage le gouvernement de la Guinée Bissau à plus de transparence et à l'organisation d'élections. Il a confié la réticence du Portugal et de l'Angola de voir une grande implication française dans ce pays. Il a estimé que la situation pourrait évoluer positivement notamment à travers l'implication de la CEDEAO et de la Communauté des pays lusophones.

- Mme. Le Gal a pour sa part fait savoir que les procédures judiciaires dans le cadre des affaires « dites de bien mal acquis » vont suivre leurs cours. Elle a indiqué que le Président français a expressément interdit toute intervention de l'exécutif dans

la justice. Mme Le Gal a ajouté que seule la Guinée Equatoriale continue d'effectuer des démarches en France à ce sujet.

La région des grands Lacs

- M. Beillard a estimé que la situation dans la région des Grands Lacs évolue positivement. Il a indiqué que la résolution 2098 marque l'émergence d'une nouvelle doctrine au sein des OMP en autorisant le déploiement d'une force musclée. Il a souligné que les efforts se poursuivent avec l'ensemble des acteurs de la région pour substituer le pillage de la RDC à une nouvelle forme de coopération permettant l'exportation des biens à travers l'océan indien au profit de tous les pays de la région.
- Le responsable français a fait savoir que le Rwanda a œuvré pour faire échouer ce processus. Les Etats Unis d'Amérique et la Grande Bretagne ont marqué leur mécontentement au sujet des agissements du Rwanda et du M23. Il a indiqué qu'au sein de l'administration américaine seule Mme Susan Rice continue de soutenir ce pays.

Le Sommet de l'Elysée pour la paix et la sécurité en Afrique

- M. Hugo Sada et Mme le Gal ont présenté les grandes lignes du prochain Sommet l'Elysée pour la paix et la sécurité en Afrique. La partie française a indiqué que la France souhaite à la fois s'inscrire dans la continuité des précédents exercices (au niveau du format) et marqué la différence en établissant un partenariat d'égal à égal et gagnant-gagnant. Environ une quarantaine de Chefs d'Etat sont attendus à cet événement.
- Les responsables français ont ajouté que le Sommet de l'Elysée marque le début d'une séquence qui permettra à la France de plaider et de faire la promotion de l'Afrique au niveau Européen. Le Sommet de l'Elysée sera suivi en Décembre par le Conseil de Défense Européen et par le Sommet UE-Afrique en avril 2014.
- Trois thèmes seront abordés lors de ce Sommet de l'Elysée:
 - **La question de la Paix et de la Sécurité:** Pour la partie française il s'agira de tirer les enseignements pour pouvoir mieux assister le continent africain. La France compte œuvrer pour aider les pays africains à renforcer leurs capacités à trois niveaux, au niveau national, sous régional, et régional. La question de l'aide à la mise en place de la force de réaction rapide de l'UA est également envisagée. D'autres thématiques seront également abordées notamment la lutte contre le terrorisme, le narco trafic et la piraterie maritime.

Il convient de souligner que la partie française a également annoncé la volonté de la France d'organiser, en 2014 un Sommet UE-Amérique-Afrique sur le trafic de la drogue. Le soutien des pays africains à cette initiative pourrait être demandé lors du Sommet de l'Elysée.

- **La question du développement:** Les responsables français ont indiqué qu'il s'agira d'examiner les moyens de renforcer le partenariat entre la France et l'Afrique et au delà entre l'UE et l'Afrique dans une logique gagnant-gagnant. Plusieurs pistes de réflexions sont à l'étude notamment, les échanges humains et intellectuels, la mise en place d'instruments de financement au service de la Croissance et l'accélération de la croissance par le partenariat public-privé.

- **La question du changement climatique:** les responsables français ont indiqué que le Sommet de l'Elysée constituera une occasion idoine pour fédérer les efforts et harmoniser les positions en prévision de la conclusion d'un nouvel accord international sur le climat lors de la Conférence des Etats Parties Cop21 en 2015 à Paris.

- La partie française qui souhaiterait une forte participation des pays africains anglophones et lusophones, a indiqué que les pays suspendus de l'UA ne seront pas conviés au Sommet. Pour l'instant l'Egypte n'est pas conviée à ce sommet, mais cette position pourrait évoluer, en fonction des avancées politiques que connaîtra ce pays.

Elle a fait savoir que l'ensemble des délégations pourra intervenir lors des tables rondes mais que la priorité sera accordée aux délégations représentées au niveau de chefs d'Etat. A cet égard, Mme Le Gal a souhaité connaître la table ronde au cours de laquelle le Maroc souhaiterait intervenir afin de pouvoir inscrire notre pays dans l'agenda.